

Le dialogue est-il encore possible au Proche-Orient ?

Régis Debray, Marek Halter

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2008/3 (N° 71), PAGES 19 À 26
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

ISBN 9782247080526

DOI 10.3917/ris.071.0019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2008-3-page-19.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le dialogue est-il encore possible au Proche-Orient ?

/ Régis Debray Écrivain, philosophe, auteur d'*Un Candide en terre sainte* (Gallimard, 2008)

/ Marek Halter Écrivain, peintre, auteur de *Je me suis réveillé en colère* (éditions Robert Laffont, 2007)

Pascal Boniface – On peut dire au travers de vos derniers ouvrages que Régis Debray incarne le « pessimisme de la raison » et Marek Halter l'« optimisme de la volonté ». Qu'en pensez-vous ?

Régis Debray – Effectivement, je n'ai pas la fougue et la vertu d'espérance dont dispose Marek Halter. On peut dire que je n'ai pas la foi tout simplement. Je fais des observations et je suis forcé de constater une impasse au Proche-Orient.

Marek Halter – Je suis d'accord sur ce constat. Mais je me situe dans une perspective historique. Le drame des humains est que la notion de temps dans l'Histoire ne correspond pas à l'échelle du temps de la vie humaine. Israël fête cette année les 60 ans de sa déclaration d'indépendance. Ces 60 années seront résumées dans les manuels scolaires en seulement quelques lignes. Et pourtant pour l'Homme, 60 ans correspond à une vie entière. Notre tragédie est l'impatience, qui nourrit le pessimisme. De mon côté, je pense que 60 ans est un espace temporel historique très court, et que, par conséquent, tout ce dont nous avons rêvé peut encore être réalisé.

Pascal Boniface – Régis Debray, quelle analyse faites-vous de cette différence entre le regard sur l'actualité et la projection historique ? Pensez-vous, comme vous le suggérez quelque peu dans votre livre, qu'il est désormais trop tard, et qu'à un moment donné, un tournant s'opère pour orienter l'Histoire dans un sens définitif ?

Régis Debray – Pour l'État palestinien, la situation est désormais telle que la création d'un État n'est plus possible. Certes ce constat est discutable, mais pour retirer les 400 000 colons qui se trouvent à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, je pense qu'il faudrait des événements majeurs, inconcevables, peut-être très violents. Nous sommes passés d'une logique de grignotage à l'annexion pure et simple. Je regrette qu'Israël soit tellement obsédé par sa sécurité à court terme, et manque dès lors d'occasions de s'insérer réellement dans la région. Le refus du plan Abdallah, qui posait le principe de « la paix contre les territoires », est extrêmement dommageable. J'ai beaucoup d'amis juifs qui ont exprimé leur sentiment selon lequel personne n'aurait osé rêver à un tel compromis

en 1950. Ce plan semblait constituer une alternative opportune pour la sécurité d'Israël. J'ai l'impression qu'Israël se retranche de plus en plus dans une forteresse et se définit de moins en moins comme un État de la région. Or l'Histoire doit aussi permettre de tirer certains enseignements. Au risque de paraître plus pessimiste, prenons l'enseignement des États latins d'Orient, qui n'ont existé qu'une centaine d'années : pourquoi une existence si éphémère ? Cela réside dans le fait qu'ils n'ont pas réellement cherché à s'assimiler ou tout au moins à s'intégrer aux côtés des cultures de la région. La situation au Proche-Orient est inquiétante : les Palestiniens sont divisés, l'Autorité palestinienne apparaît de plus en plus comme une sorte d'organe annexe de l'Occident.

Marek Halter – C'est vrai qu'Israël a manqué des occasions. Certes on peut expliquer son repli non seulement par la dimension psychologique, mais aussi par le fait qu'Israël reste toujours, et ce malgré le potentiel du plan Abdallah, contesté en tant qu'État par un certain nombre de forces au Proche et Moyen-Orient. Ceux qui demandent la « normalité » à Israël se heurtent à cette situation anormale qu'est celle d'Israël, à savoir un État continuellement contesté, et donc menacé. Ceux qui rejettent l'existence de l'État d'Israël changent. Avant c'était Saddam Hussein, aujourd'hui c'est Mahmoud Ahmadinejad. Les acteurs changent mais la menace persiste. Et bien entendu, la menace d'extermination conduit à des réactions de repli, des postures défensives. C'est chez moi que Shimon Pérès a rencontré pour la première fois Yasser Arafat. J'étais heureux, et cela a suscité en moi un grand espoir. Je pensais que nous tenions là l'occasion de trouver un compromis définitif. Et pourtant ce ne fut pas le cas. Il y a donc effectivement eu des occasions manquées.

Régis Debray a soulevé un autre point sur lequel je ne suis pas vraiment d'accord. L'idée qu'Israël doit s'insérer dans la région n'a pas lieu d'être, dans la mesure où le pays est intégré. Il dispose d'une légitimité historique importante. On ne peut pas comparer Israël au royaume chrétien de Jérusalem. Les Juifs n'ont jamais quitté cette région, sauf pendant le règne des chrétiens, lorsque les Juifs étaient exterminés à Jérusalem et que d'autres se sont cachés en Galilée. Chateaubriand, il y a deux siècles, suite à un séjour à Jérusalem, parlait du peuple juif comme du « vrai maître de ces lieux ». La ville de Jérusalem est toujours restée, depuis le roi David, majoritairement habitée par les Juifs.

Les Juifs sont des Orientaux. Certes, certains Orientaux se sont occidentalisés, comme par exemple les gens d'Abu Dhabi, ou de Dubaï, qui installent la Sorbonne, le Louvre et Guggenheim chez eux. Ces changements ont des aspects bénéfiques pour une meilleure intégration dans le monde de demain. Mais quoi qu'il en soit, les Israéliens font partie du monde oriental, comme en témoigne, par exemple, les mariages qui ne sont pas différents des mariages arabes. En Pologne où je suis né, les gens nous regardaient comme des sauvages, car nous continuions à nous conduire comme en Orient, ce qui à l'époque a contribué à la haine des Polonais chrétiens envers les Juifs. Nous sommes des Orientaux, donc le terme d'insertion ne convient pas pour décrire une exigence à laquelle les Israéliens devraient se plier. Nous devons seulement partager ce qui peut nous sauver demain : la science, la connaissance, l'Histoire, la technologie, autant d'éléments qui peuvent permettre de lutter contre la désertification de cette région.

Pascal Boniface – Régis Debray, l'insertion dont vous parlez ne serait-elle pas plutôt une insertion qui vise à la pacification des relations ? Pour l'instant il existe certes une paix formelle entre Israël et l'Égypte ou la Jordanie, mais qui n'est pas véritablement une paix « chaude ». Est-ce qu'il ne s'agit pas, pour Israël, non pas d'être « inséré », mais « accepté » par les pays de la région ? Et quelles seraient les conditions pour « normaliser » les rapports, afin d'avoir des relations paisibles avec les voisins, ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui, qu'ils s'agissent des pays qui ne reconnaissent pas Israël, mais également de ceux qui le reconnaissent ?

Marek Halter – Je pense que ce ne sera jamais ainsi. La réalité est telle qu'on ne peut parvenir à cet idéal de relations libérées de toute méfiance. À titre de comparaison, aujourd'hui encore dans certaines provinces françaises, quand on parle des Allemands, on les dénomme les « Boches ». Certes peut-être les étudiants ne s'expriment plus ainsi, mais c'est toujours vrai pour la génération de leurs parents. Je suis familier de la région picarde et beaucoup s'expriment encore ainsi pour évoquer leurs ennemis d'hier. L'explication est historique. Il s'agit de la vallée de la Somme, lieu où reposent ces rangées de tombes de morts français sur les champs de bataille. Régis Debray évoque d'ailleurs dans son livre l'idée qu'on introduit Dieu dans les relations entre les hommes, entre les groupes humains. Et cela ne contribue pas à apaiser les rapports, ni à entrevoir un avenir pacifié. Il faut absolument, dans un premier temps, un État qui soit viable pour les Palestiniens. Ensuite, seulement, on pourra éventuellement parler d'un Marché commun. C'est ainsi qu'il faut envisager l'avenir. Sans quoi il n'existe pas de possibilité pour les petits États de la région de survivre (Jordanie, Palestine, Israël). Il faut notamment s'ouvrir à la Syrie. J'étais parmi les premiers à soutenir l'idée d'un dialogue direct avec Bachar el-Assad. Car si on parle seulement avec ses amis, alors on ne parle pas beaucoup ! Il faut aussi apprendre à parler avec ses ennemis.

Sur cet enjeu du dialogue, j'appartiens à une tradition qui privilégie des relations de respect plutôt que des relations d'amour. Il s'agit là d'une différence entre la chrétienté et le judaïsme. Je ne cherche pas l'amour, mais avant tout le respect. Il est écrit dans les dix commandements : « Tu honoreras ta mère et ton père ». On ne parle pas d'amour. C'est Jésus qui a introduit cette notion, mais comme dit Freud dans son livre *Le malaise dans la Civilisation* : « pourquoi aimerais-je quelqu'un qui veut me tuer ? ». Je ne demande ni aux Palestiniens, ni aux Égyptiens, ni aux Libanais, ni aux Syriens, tous les voisins d'Israël, d'aimer Israël. Il s'agit tout d'abord de se respecter mutuellement pour œuvrer à trouver l'intérêt dans la coexistence. Pour se faire, il faut avant tout rendre justice aux Palestiniens. C'est dans l'intérêt économique et national d'Israël d'aider les Palestiniens à avoir leur propre État, un État viable, dans des frontières où ils peuvent s'épanouir. C'est une étape préalable, indispensable à toute réflexion plus poussée.

Régis Debray – Cette base de respect, plutôt que d'amour, est effectivement idéale. Elle est aussi la plus réaliste. Mais comment résoudre la question de la colonisation ? Comment exercer une pression internationale sur l'État juif ? Le gouvernement israélien a d'ailleurs besoin de soutien pour convaincre son opinion, qui peut être réticente devant des conces-

sions importantes. Je ne vois personne en état de faire pression sur Israël aujourd'hui. Ni les États-Unis, ni l'Europe. Les États-Unis sont en effet liés de façon théologique et affective au peuple hébreu dont ils s'imaginent poursuivre l'Histoire en tant que « nouveau peuple élu ». Certes il faut nuancer. On a effectivement observé par le passé, notamment avec James Baker et George Bush père, une velléité de contraindre les Israéliens. Mais d'une manière générale, les États-Unis ne risquerons jamais une confrontation diplomatique avec Israël. Les liens sont de l'ordre de l'inconscient théologique. À mon sens, au plan symbolique, les États-Unis sont plutôt une colonie d'Israël que l'inverse. Quant à l'Europe, elle est paralysée par le souvenir de la Shoah. On parle parfois, et certains Israéliens eux-mêmes l'envisagent, d'implanter une force militaire internationale d'interposition à la frontière israélo-palestinienne, si tant est qu'il y ait une frontière. Mais quel Européen oserait prendre le risque d'avoir à tirer sur un Israélien ? Ce n'est pas pensable.

Par ailleurs, je ne vois pas comment un État palestinien pourrait désormais prendre forme. Si on se penche aujourd'hui sur une carte des territoires, lorsque l'on voit les routes, les tunnels, les modes de circulation, la captation de l'eau, il n'existe plus que des enclaves palestiniennes en Palestine.

Reste la question démographique. Si le taux de natalité se normalise chez les Palestiniens, il reste en revanche très élevé chez les colons juifs israéliens, actuellement 7,1 enfants par famille, sans doute un des taux les plus élevés au monde. On dénombre beaucoup de colons religieux dans cette région. Ainsi, l'équilibre démographique, à moyen terme, ne sera pas aussi préjudiciable qu'on le dit pour les Israéliens. Je ne crois plus possible la cohabitation de deux États. Et l'État binational me semble une contradiction dans les termes. En effet, les Juifs, qui ont œuvré à la création de leur État, ne peuvent pas prendre le risque de se retrouver minoritaires d'ici 50 ans. Le but de la création d'Israël était d'être chez soi. D'une manière générale, je suis effectivement pessimiste sur les perspectives d'avenir. Cela dit, il y a des individualités israéliennes extraordinaires, dont Marek Halter fait partie, des gens qui ont une vision très critique de la situation actuelle, et qui ont foi en l'avenir d'Israël. Est-ce que ces personnes, qui me semblent vraiment avoir saisi les enjeux historiques, seront un jour à même de convaincre leur peuple de faire des concessions profondes ? Est-ce qu'ils pourront les convaincre que l'avenir de la vallée du Jourdain n'est pas la frontière stratégique d'Israël ? Car si elle l'est, alors il n'y a pas de Palestine. Est-ce qu'ils pourraient les convaincre de renoncer au mur ? Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un mur qui sépare la Palestine d'Israël, mais d'un mur qui coupe la Palestine en deux. Aujourd'hui, la Palestine a ceci de particulier que son territoire se réduit et que ses distances augmentent. Pour aller d'un point à un autre maintenant, là où il fallait une heure auparavant, il en faut désormais cinq. Le territoire palestinien se disloque tellement que circuler, pour un Palestinien, devient impossible. On assiste à une situation d'asphyxie.

Et d'autres menaces pèsent lourdement. La situation à Gaza est explosive. De plus, les leaders arabes seront amenés à changer. Après toute cette génération de leaders pro-occidentaux, plus ou moins installés par l'Occident, notamment en Jordanie ou en Égypte, on peut craindre, du fait de la poussée islamique dans ces régions, que ces diri-

geants soient remplacés par d'autres, moins conciliants à l'égard d'Israël. J'attends donc le « de Gaulle israélien ».

Pascal Boniface – D'où pourrait venir la pression ? On constate qu'il n'existe pas de pression américaine, l'Europe est inexistante, et pour l'instant le fait qu'Israël soit une démocratie ne semble pas être une aide pour la paix, dans la mesure où les gouvernements se retranchent derrière l'opinion pour maintenir le *statu quo*.

Régis Debray – Le système institutionnel israélien est assez désastreux. Il permet en effet à des petits partis religieux d'exercer un chantage permanent sur les gouvernements.

Marek Halter – Vous avez tout à fait raison sur cette faille du système. Shimon Pérès a manqué une occasion de remédier à ce problème. Il y eut effectivement un moment, à la fin des années 1980, où le parti travailliste de Shimon Pérès partageait le pouvoir avec le Likoud, dont le chef de file était à l'époque Yitzhak Shamir. La coalition de ces deux partis laïcs constituait une opportunité pour changer le système électoral. Ils avaient effectivement la majorité absolue. Ils ne l'ont pas fait, ce qui constitue un acte manqué. Le système de proportionnelle intégrale, qui caractérise les institutions israéliennes, mène à l'impossibilité de prendre une décision qui ne soit pas négociée. Les dirigeants sont en permanence dépendants de tel ou tel parti, et notamment des petits partis religieux. En ce qui concerne les Palestiniens, nous n'avons pas saisi l'occasion de négocier avec les nationalistes comme Y. Arafat et M. Abbas au moment où il était encore temps. Désormais nous sommes confrontés à des Palestiniens qui se réclament de Dieu. Avec Y. Arafat, on pouvait encore discuter de partage de pouvoir. Aujourd'hui, c'est plus délicat. À titre d'exemple, j'ai eu un jour une discussion avec Khaled Mechaal, leader politique de la branche syrienne du Hamas. Il se dit prêt à signer une trêve avec Israël pour trente ans. Mais pour lui, il ne s'agit pas d'accepter Israël, qui, à l'image du royaume chrétien de Jérusalem, est amené à se dissoudre un jour quoi qu'il en soit.

Cependant, je crois beaucoup en des dynamiques de changement. Curieusement, moi qui était un fervent opposant au mur, étant né derrière le mur des ghettos, je pense aujourd'hui que ce mur a eu des répercussions positives. En effet, les Palestiniens, qui ont crié et protesté avec raison contre le mur, ont désormais revu leurs revendications à la baisse. Ils ne revendiquent plus Tel-Aviv, Jaffa et Haïfa, mais demandent de revenir à la situation d'avant le mur. Quant aux Israéliens qui prétendaient à toute la terre d'Eretz Israël, ils se rendent compte à présent que tout ce qui est au-delà du mur n'est pas à eux. C'est ainsi curieux comme le mal peut d'un seul coup rendre lisible l'Histoire à ceux qui ne voulaient pas la lire.

Il existe donc des événements que nous ne pouvons pas prévoir et qui peuvent nous surprendre. Je crois en la capacité du monde arabe à accepter l'existence d'Israël, une nation nouvelle dans des frontières fixes, avec laquelle il pourra un jour entretenir des relations privilégiées.

Pascal Boniface – Il s’agit là bien sûr du scénario idéal que nous espérons tous les trois, et qui peut-être un jour se réalisera. Pour en revenir à l’opportunité qu’évoquait Régis Debray d’un « de Gaulle israélien », on peut aussi s’interroger sur l’absence de leader fort dans le monde arabe. En ce qui concerne Israël, il existe un écart entre les aspirations de la société israélienne et la réalité politique. En effet, les deux tiers des Israéliens se déclarent en faveur de la création d’un État palestinien, et pourtant on ne trouve pas de leader qui soit capable d’incarner cette réalité.

Marek Halter – Je suis persuadé que parmi ces jeunes Israéliens que Régis Debray et moi-même rencontrons souvent, émergera un jour un leader charismatique qui imposera le changement. On observe ici et là des signes d’évolution. Par exemple, on a pu voir les manifestations des officiers de Tsahal devant la maison d’Ehud Olmert, le Premier ministre israélien, après l’incursion au Liban en 2006, qui a coûté tant de vies humaines. À les écouter, on pouvait constater une volonté aiguë de changement. Je voudrais ajouter une remarque sur la réflexion de Régis Debray quant à la relation colonie/colon qu’entretiendraient les États-Unis avec Israël. Il ne faut tout de même pas oublier que Henry Kissinger, tout juif qu’il était, est l’homme qui a bloqué la fourniture des pièces de rechange à l’armée israélienne en pleine guerre du Sinaï, et qui a ainsi contribué au recul des Israéliens. Cela souligne que même l’Amérique peut encourager une évolution et dans une certaine mesure contraindre Israël.

Régis Debray – Certes, mais si on observe les grandes tendances, on ne peut guère être si optimiste. On constate en effet le retour ou la montée croissante du religieux et la transformation d’une guerre politique nationale en une guerre de religion de part et d’autre de la frontière. Et c’est ainsi que nous quittons le champ du négociable, les territoires, pour entrer dans le champ de l’irréversible, la religion et sa dimension absolue. Je suis frappé de constater l’emprise croissante dans la société palestinienne du Hamas et d’autres groupes encore plus extrémistes. Ainsi la religion bloque le processus. On est raccordé à Dieu parce qu’il n’y a plus rien à espérer ici-bas. Cela implique l’idée d’une guerre infinie, qui peut durer dans le temps et dans l’espace. D’Oman jusqu’à l’Indonésie, on constate une sorte d’escalade vers le pire, qui est particulièrement fâcheuse dans le monde arabe. Les Occidentaux ne sont pas parvenus à imposer un minimum de justice et d’équité dans cette région, ce qui alimente le désespoir. C’est vrai que l’on peut fonder des espoirs sur l’extraordinaire développement intellectuel et éthique de la société israélienne. Mais après tout, en guise de comparaison, l’Allemagne de Weimar était aussi un pays avec des élites extraordinaires qui disposaient du plus haut niveau d’éducation en Europe. Or étant donné la façon dont les Israéliens ressassent les traumatismes, la façon dont ils s’enferment dans leurs peurs, dans la répétition du passé, parvenir à de profonds changements s’avère être délicat.

Je pense que le drame de cette région est que les Israéliens sont aveuglés par la Shoah et les Arabes sont aveuglés à la Shoah. Cela crée un terrible malentendu. Les Israéliens sont aveuglés par la Shoah parce qu’il s’agit pour eux de l’expérience fondatrice. Je n’explique pas le sionisme par la Shoah, ni même la création de l’État d’Israël. Le sionisme était bien sûr antérieur. Mais il existe une obsession du peuple par définition victime,

donc qui a tous les droits parce qu'il est victime, statutairement, ontologiquement. Il y a là un véritable aveuglement politique par une psychose de la mémoire. Du côté arabe, et de manière sidérante, la Shoah n'existe pas. On constate donc d'un côté un excès de mémoire, et de l'autre une absence de mémoire. Cela crée un aveuglement chez les Arabes qui ne comprennent pas les réactions israéliennes et occidentales. La mémoire est hypertrophiée d'un côté, et atrophiée de l'autre, ce qui crée des dialogues de sourds, avec cette sorte de juxtaposition de peurs mutuelles.

L'Histoire est faite de surprises, et des signes de changement apparaissent. Les États du Golfe donnent de l'Islam une tout autre vision que celle que l'on a de façon caricaturale en France. Ils sont le lieu d'un phénomène de modernisation de l'Islam. J'étais dernièrement au Qatar et fus très surpris d'apprendre que le lycée franco-qatari s'appelle le « lycée Voltaire ». C'est tout de même extraordinaire dans un pays musulman, alors que Voltaire est l'auteur de la tragédie intitulée *Le fanatisme ou Mahomet*. Il y a là un paradoxe étonnant. Ce détail très saugrenu m'a rendu très optimiste. De même le Qatar a récemment inauguré une église chrétienne.

Marek Halter – Certains signes suscitent en effet l'optimisme, notamment la dernière déclaration du roi d'Arabie saoudite, qui s'ouvre aux religions juives et chrétiennes. Le contraste est fort avec l'impossibilité d'obtenir un visa pour l'Arabie saoudite qui prévalait jusqu'alors pour une personne de confession juive.

Ainsi, d'un côté l'Islam se modernise, en reprenant à son compte tout ce que nous avons créé en Occident depuis des siècles. Mais parallèlement l'Islam s'extrémise, ce qui effraye l'Islam moderne. Face à cet extrême, il me semble qu'on assistera à des rapprochements entre certaines forces au sein des Palestiniens. Il existe un risque de clivage entre chiïtes et sunnites. À un moment donné, la revendication d'un Ben Laden deviendra plus dangereuse pour le monde musulman que pour l'Occident. En effet, les acteurs de l'Islam moderne sont partie intégrante du monde musulman : ce sont leurs acquis qui seront remis en question, et ils se trouveront dès lors en danger.

Pour en revenir au statut de victime qu'on associe à l'identité juive, je rappelle que je me suis toujours élevé contre le mélange de la Shoah et Israël. La Shoah constitue l'élimination d'un tiers du peuple juif. Je me souviens d'une discussion avec le journaliste et activiste palestinien Ghassan Kanafani. Il me disait que bien qu'il considère comme terrible la Shoah, il avait à cœur de souligner que les Arabes n'étaient en rien responsables de ce qui s'était passé, et qu'il était injuste de chercher à compenser le mal fait aux Juifs en donnant la terre des Arabes. Je lui ai répondu que si la terre faisait effectivement office de compensation, alors toute la terre d'Arabie, et même d'Amérique et d'Europe ne serait pas assez grande pour fournir les 6 millions de lopins de terre correspondant aux 6 millions de victimes. La volonté d'ériger un État juif et les moyens qui y ont été associés sont antérieurs à la Shoah. Le gouvernement israélien, sans État, est né au lendemain du départ des Ottomans, avec l'arrivée des Britanniques, structure dont Ben Gourion prend la direction en 1935. Le premier quotidien hébraïque, *Haaretz*, a été créé en 1919, la grande centrale syndicale, *Histadrout*, ainsi que la sécurité sociale en 1920, l'université

hébraïque de Jérusalem en 1924. Or personne n'a jamais expliqué cela aux Palestiniens. Curieusement, Y. Arafat était fasciné par cet État avant l'État. Il était fier qu'on l'appelle le « vieux », parce que c'était aussi le surnom donné à Ben Gourion. Deux jours avant son assassinat, Yitzhak Rabin et son épouse nous avaient invités à déjeuner avec ma femme Clara. C'était un samedi, jour où il aimait bien se « retrancher » comme il disait dans leur hôtel situé non loin de Tel-Aviv au bord de la mer, pour réfléchir, pour ne pas être sous pression des politiques, des conseillers... À cette occasion, il m'a parlé de Y. Arafat, me demandant de l'informer que la création d'un État dépend de sa capacité à mettre en place en amont une vraie administration, de telle sorte que le jour où un État palestinien sera proclamé, tout aura déjà préalablement été mis en place pour garantir son bon fonctionnement. C'est cela même que les Israéliens n'ont pas suffisamment expliqué aux Palestiniens.

L'argument moral de la Shoah ne doit pas être utilisé à tort, pour légitimer la création d'Israël. Les Israéliens tirent leurs droits du combat qu'ils ont mené pour obtenir leur État, et celui-ci est antérieur à la Shoah.

*(Débat dans le cadre de l'émission « Questions internationales »,
animée par Pascal Boniface sur Radio Orient, le 6 avril 2008)*